



MAIRIE
LE VAL

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20
Télécopie : 04 94 37 02 25



2016/077

AUTORISATION TEMPORAIRE D'occupation du domaine public

Travaux rue Courte

N° 2016/77

L'Adjoint au Maire de LE VAL (VAR) ;

Vu l'arrêté du Maire n°2014-51 du 22 avril 2014 portant délégation des fonctions Sécurité, Prévention et Police Municipale à Monsieur Xavier GIRAUD, Adjoint au Maire ;**Vu** les articles L. 2212-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;**Vu** l'article R. 610-5 du Code Pénal ;**Vu** l'arrêté Municipal 2013/01 du 2 janvier 2013 réglementant la circulation dans le village ;**Vu** la demande en date du 25 avril 2016, de Mme Muriel BISCONTI, domiciliée Res St Benoit Bat E - 83143 LE VAL, concernant des travaux au droit du n°1 de la rue Courte - 83143 LE VAL, du 27 avril au 27 mai 2016.**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies communales.**ARRÊTE**

Art. 1 : par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, l'entreprise BISCONTI, mandatée par la pétitionnaire, est autorisée à stationner un camion nacelle dans la rue Courte, aux abords du n°1, à compter du 27 avril 2016 à 8h00 et jusqu'au 27 mai 2016 à 17h00, le temps nécessaire aux chargements et déchargements du camion.

Elle est autorisée à interrompre la circulation de la rue Courte, chaque fois que cela sera nécessaire.

Art. 2 : La pétitionnaire s'engage à maintenir en place une signalisation conforme à la législation visant à prévenir les usagers de l'interruption de circulation à l'entrée de la rue Courte et à remettre les lieux dans leur état d'origine dès la fin de l'occupation.

Art. 3 : La pétitionnaire s'engage à rester en mesure de déplacer facilement le camion nacelle de manière à faciliter à tout moment le passage des véhicules de secours, et des autres véhicules en cas de nécessité urgente. Elle s'engage également à maintenir et à sécuriser le passage des piétons.

Art. 4 : Le pétitionnaire s'engage à respecter les horaires prévus par l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var.

Art. 5 : La Gendarmerie de Brignoles et la Police Municipale sont chargées chacune en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté.

Art. 6 : Toute infraction au présent arrêté sera poursuivie conformément aux lois.

Art. 7 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et publication.

Copies transmises à :

- Le Pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles.
- La Police Municipale du Val

Fait au Val, le 25 avril 2016

Certifié exécutoire

Vu la publication ou notification
le **27 AVR. 2016**

